

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

**Revision to a Request for Supply
Arrangement - Révision à une demande
pour un arrangement en matière
d'approvisionnement**

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'invitation
demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronic Information Technology Professional Srv
Div/Div des srv professionnels en technologie de
l'information électronique

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Portage III 0A1 - 1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet TBIPS		
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-055605/E		Date 2013-03-13
Client Reference No. - N° de référence du client EN578-055605		Amendment No. - N° modif. 012
File No. - N° de dossier 003ei.EN578-055605	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EI-003-25338		
Date of Original Request for Supply Arrangement Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale		2013-01-18
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-03-25		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Benoit(003ei), Real		Buyer Id - Id de l'acheteur 003ei
Telephone No. - N° de téléphone (819) 934-4667 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-7827	
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Modification à la demande de soumissions n° 12

La présente modification à la demande de soumissions comprend ce qui suit :

- A. Modification n° 13 et Modification n° 14**
 - B. Clarification n° 11**
 - C. Questions et réponses**
-

A. Modification n° 13

Sous l'Élément 1, Partie 3, article 1.4 – Tableau de présentation des soumissions

Dans le tableau, sous la colonne D, ligne Obligatoire O.4

Supprimer :

« CCD et SUPP (en cas de soumission pour un palier supplémentaire) »

Insérer :

« Attest. des droits acquis, ou CCD et SUPP (en cas de soumission pour un palier supplémentaire) »

Explication :

Un titulaire actuel des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches qui ne soumissionne pas pour un palier supplémentaire, peut satisfaire aux exigences du critère O.4 par le biais de l'attestation des droits acquis.

A. Modification n° 14

Sous l'Élément II, Partie 6C,

Supprimer au complet:

l'article 7.8 (i) Protection des prix - meilleur client

(i) **[S'applique si requis par la DP] Protection des prix – meilleur client**

- (i) À la connaissance de l'entrepreneur, les prix qu'il réclame au Canada selon le contrat ne dépassent pas les prix ou les taux les plus bas qu'il a facturés à ses autres clients (y compris à d'autres entités du gouvernement du Canada) pour des produits et des services de qualité et en quantité semblables au cours de l'année qui a précédé l'attribution du contrat.

-
- (ii) L'entrepreneur convient également que, si après la date d'attribution du contrat, il réduit le prix demandé à ses autres clients pour une qualité et une quantité similaires de biens et de services, il fera de même pour le reste des livrables de ce contrat (avec un avis à l'autorité contractante).
- (iii) Le Canada se réserve le droit de soumettre à une vérification les dossiers de l'entrepreneur pour s'assurer qu'il bénéficie (ou a bénéficié) de ces prix en tout temps au cours des six (6) années qui suivront le dernier paiement effectué conformément au contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, la date ultérieure étant retenue. Le Canada donnera un préavis d'au moins deux (2) semaines avant d'effectuer une telle vérification.
- (iv) Pendant cette vérification, l'entrepreneur doit produire les factures et les contrats relatifs aux biens ou aux services de qualité et en quantité semblables qu'il a vendus à d'autres clients. Ces documents doivent couvrir l'année précédant l'attribution du contrat et la durée du contrat. Si l'entrepreneur est tenu par la loi ou par contrat de ne divulguer aucun renseignement personnel d'un autre client, il peut rayer toute information sur les factures ou les contrats qui dévoilerait l'identité du client (comme son nom et son adresse), du moment que l'entrepreneur fournit, en plus des factures et des contrats, une attestation de son agent financier supérieur décrivant le profil du client (p. ex., s'il s'agit d'un client du secteur public ou du secteur privé, ainsi que la taille de son entreprise et l'emplacement de ses services).
- (v) Afin de déterminer si les biens et les services vendus à un autre client étaient de qualité semblable, on étudiera les conditions du contrat selon lesquelles ces biens et services ont été fournis, dans la mesure où il y a de bonnes raisons de croire que ces conditions ont eu des répercussions sur les prix.
- (vi) Si la vérification faite par le Canada révèle que l'entrepreneur a facturé des prix inférieurs pour des biens et des services de qualité et en quantité semblables dans le cadre d'un contrat exécuté dans l'année ayant précédé l'attribution du présent contrat, ou encore que l'entrepreneur a fourni des services et des biens supplémentaires dans le cadre du présent contrat après avoir réduit les prix offerts à d'autres clients sans réduire les prix visés par le présent contrat, il doit verser au Canada la différence entre le montant qu'il lui a facturé et le montant facturé aux autres clients, jusqu'à concurrence de 25% de la valeur du présent contrat.
- (vii) Le Canada reconnaît que cet engagement ne s'applique pas aux prix facturés par les entreprises affiliées de l'entrepreneur.
-

B. Clarification n° 11

On a recours à la zone nationale lorsqu'un client n'a aucune préférence en ce qui concerne l'endroit où les travaux sont effectués.

S'il répond à la demande d'offres à commandes, le soumissionnaire doit indiquer les tarifs pour chaque région et zone métropolitaine (y compris la zone nationale) pour lesquelles il soumissionne.

Remarque à l'intention des soumissionnaires :

- En sélectionnant la zone nationale dans la collecte de composante de données, le soumissionnaire ne sélectionne pas automatiquement toutes les régions ou zones métropolitaines.
- En sélectionnant une région dans la collecte de composante de données, le soumissionnaire ne sélectionne pas automatiquement les zones métropolitaines qui se trouvent dans cette région. Pour obtenir plus de précisions, veuillez vous reporter à la réponse 83 de la modification à la demande de soumissions n° 7.
- En sélectionnant toutes les régions et les zones métropolitaines dans la collecte de composante de données, le soumissionnaire sélectionne toutes les régions et les zones métropolitaines possibles, y compris la zone nationale.

C. Questions et réponses

Q 152

Veillez confirmer qu'en tant que titulaire actuel d'un arrangement en matière d'approvisionnement du palier 2, nous ne sommes pas tenus de soumissionner pour une offre à commandes et que nous n'avons donc pas à fournir les tarifs pour l'offre à commandes dans le Système des services professionnels centralisés.

R 152:

Nous confirmons votre compréhension.

Q 153

En tant que titulaire actuel d'une offre à commandes et d'un arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches, nous sommes qualifiés dans toutes les catégories pour les volets 1 à 5 (inclusivement) dans deux régions. Pour ce qui est de la mise à jour de la demande de soumissions (EN578-055605/E), nous ne prévoyons pas apporter de changements à notre offre technique; cependant, nous aimerions nous qualifier pour les volets 1 à 5 dans d'autres régions ou zones métropolitaines. À part sélectionner les régions et les zones métropolitaines souhaitées dans le Système des services professionnels centralisés, devons-nous faire autre chose pour nous qualifier dans d'autres régions et zones métropolitaines?

R 153

S'ils soumissionnent pour une offre à commandes, les soumissionnaires doivent fournir les tarifs pour les régions et les zones métropolitaines pour lesquelles ils soumissionnent. Veuillez vous reporter à la clarification n° 11 de la présente modification de la demande de soumissions.

Q 154

Nous sommes actuellement titulaire d'une offre à commandes et d'un arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches. Comme le souhaitait Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, ces services sont devenus l'instrument principal – presque le seul – au moyen duquel le gouvernement fédéral achète des services professionnels en informatique. À ce titre, l'ensemble de notre entreprise dépend des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches – si nous n'étions pas un titulaire de ces derniers, nous ne serions plus en affaires.

À cet égard, la collecte de composante de données a soulevé un risque inacceptable au sein de notre entreprise : il ne semble exister aucune manière pratique d'examiner notre

proposition avant de la soumettre. Il apparaît que la seule façon de le faire est d'examiner une à une les très nombreuses pages Web; il est toutefois impossible de s'assurer que toutes les pages ont été examinées.

Étant donné le risque inévitable d'erreur humaine, et des conséquences importantes pouvant découler d'une telle erreur, nous vous demandons d'ajouter à la collecte de composante de données une fonction simple qui permettra d'imprimer la réponse complète du soumissionnaire aux fins d'examen et de classement, avant la date de clôture de la demande de soumissions.

R 154

La seule fonction d'impression qui existe permet d'imprimer chaque écran où des données sont saisies. Elle permet donc d'obtenir une copie papier des renseignements saisis par le soumissionnaire dans la collecte de composante de données. L'ajout d'une fonction d'impression est prévu pour la prochaine demande de soumissions (exercice 2013-2014), laquelle fonction permettra au soumissionnaire d'obtenir un imprimé complet de tous les renseignements qu'il a saisis dans la collecte de composante de données.

Q 155

À l'heure actuelle, notre entreprise est qualifiée dans le cadre des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches. De plus, nous formons une coentreprise avec une autre entreprise, et dans cette coentreprise, nous agissons à titre de partie dominante et assumons la responsabilité de l'accord de coentreprise. Cette coentreprise est un fournisseur qualifié dans le cadre d'un arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection.

Le document de demande d'offre à commandes et de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement [O.5, 8b(iv)] contient le passage suivant :

« Un soumissionnaire à la fois titulaire d'un AMACP et d'un AMA portant sur des SPICT qui reporte deux (2) catégories justifiées de GI/TI du volet de travail 3 de SPICT au volet de travail 6 Services de cyberprotection obtiendra quatre (4) catégories de son choix (c.-à-d. : il faut tenir compte de C.5 et C.16 dans le nombre total de 6 catégories justifiées). »

Nous présumons que notre entreprise serait autorisée à procéder de cette façon si nous souhaitons nous qualifier indépendamment de la coentreprise, qui est déjà qualifiée dans le cadre d'un arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection. Notre supposition est-elle exacte?

R 155

Non. Votre arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection (coentreprise) vise une personne morale différente de celle de votre offre à commandes et de votre arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (une seule entité).

Ces soumissions seraient considérées comme deux soumissions différentes.

Pour ce qui est de votre offre à commandes et de votre arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (une seule entité) : le processus de migration de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection ne s'applique pas. Vous pouvez soumissionner pour les volets 6 et 7. Reportez-vous à l'Élément 1, Partie 3, article 1.4, Colonne D.

Pour ce qui est de votre arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection (coentreprise) : Le processus de migration s'applique, comme il est expliqué au point O.5 de l'article 8. Reportez-vous à l'Élément 1, Partie 3, article 1.4, Colonne E.

Q 156

1. Nous sommes un fournisseur actuel de services professionnels en informatique centrés sur les tâches membre d'une coentreprise. À l'heure actuelle, nous prévoyons soumissionner en tant qu'entité unique, indépendamment de notre partenaire de la coentreprise.

Dans ce cas, devons-nous donc soumissionner en tant que « nouveau soumissionnaire » et fournir de nouvelles références pour justifier chaque catégorie soumissionnée?

2. Comme notre question porte sur toutes les demandes de propositions et non seulement sur la mise à jour de la demande de soumissions, pouvez-vous nous indiquer comment cette demande serait traitée en règle générale? Nous supposons qu'une entreprise membre d'une coentreprise qui souhaite soumissionner de façon indépendante devrait présenter tous les documents comme si elle était un nouveau soumissionnaire; nous voulons toutefois confirmer le tout avant de commencer le travail. Si vous n'êtes pas en mesure de répondre à cette question générale, quand croyez-vous que la prochaine série de réponses sera publiée afin que j'obtienne une réponse à ma question?

R 156

1. Oui. Tous les critères obligatoires doivent être respectés en tant que nouveau soumissionnaire, comme il est précisé dans les pièces jointes B et C. Reportez-vous à l'Élément 1, Partie 3, article 1.4, Colonne B.

2. Nous confirmons votre supposition.

Q 157

Actuellement, l'obstacle à l'entrée semble être posé par l'incapacité d'une organisation à soumissionner, plutôt que son incapacité à fournir des services au Canada. Dans le but de supprimer ledit obstacle, nous demandons qu'un exemple de réponse à la présente mise à jour de la demande de soumissions pour des services professionnels en informatique centrés sur les tâches considéré comme conforme soit fourni. Nous nous attendons à ce que les chiffres, les références et les noms soient rendus fictifs, car il s'agit d'un document d'orientation. Peut-être que le Canada pourrait fournir un certain nombre d'exemples de réponses antérieures reçues dans le cadre de la dernière mise à jour qui ont été jugées conformes.

J'estime que cette demande est raisonnable étant donné les centaines de pages d'information à déchiffrer. D'après les nombreuses questions posées au Canada au sujet de cette mise à jour, il est évident que les exigences présentées dans cette demande ne semblent pas être claires ni concises. Si le Canada souhaite que les fournisseurs consacrent des douzaines d'heures à soumissionner aux services d'approvisionnement, il devrait s'efforcer de rendre le processus aussi transparent et simple que possible. En raison du format actuel, beaucoup d'organisations pourraient être exclues ou déclarées non conformes inutilement; le processus pourrait alors être considéré comme inéquitable et inaccessible aux Canadiens et aux Canadiennes ou aux entreprises souhaitant faire affaires avec le Canada.

Si le Canada ne veut pas fournir un exemple de document, nous demandons que la haute direction du sous-ministre adjoint ou d'un échelon supérieur explique en détail les raisons du refus, avant la clôture de la présente demande de soumissions.

R 157

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne fournira pas de réponses remplies au préalable ou de réponses antérieures fournies dans le cadre de la présente demande de soumissions. En plus, le Ministère publiera une nouvelle demande de soumissions au cours de l'été (2013) et les fournisseurs auront alors l'occasion de se qualifier en vue d'un arrangement en matière d'approvisionnement, tous les trimestres, à partir de ce moment.

Q 158

Nous avons quelques questions concernant les références et la soumission financière.

1. Les références doivent-elles provenir des zones métropolitaines précises pour lesquelles nous soumissionnons pour être considérées comme des références justifiées?

2. Pour ce qui est de la section Soumission financière à la page 16 :

« Une soumission financière doit être présentée pour chaque région ou zone métropolitaine (s'il y a lieu) pour laquelle le soumissionnaire propose d'offrir une catégorie de travail. »

- a) **Pouvez-vous préciser ce que cela signifie?**
- b) **Devons-nous fournir des factures d'une valeur de 1,5 M\$ ou de 1 M\$ dans le cadre des contrats attribués pour chaque région afin de se qualifier à l'offre à commandes ou à l'arrangement en matière d'approvisionnement?**

3. Les copies signées de chaque modification doivent-elles être envoyées avec la copie papier de la soumission?

R 158

1. Non. Les régions n'ont aucun lien avec le processus de qualification au critère obligatoire O.5.
2. a) Si vous soumissionnez pour l'offre à commandes, vous devez fournir les tarifs journaliers pour chaque région et zone métropolitaine dans lesquelles vous souhaitez fournir des services. Les tarifs journaliers ne doivent pas être fournis pour l'arrangement en matière d'approvisionnement.
2. b) Non. Le montant de « 1,5 million/1 million » n'est qu'un montant global et il se rapporte au critère obligatoire O.4 – Valeur cumulative totale facturée (VCTF). Les régions n'ont aucun lien avec le processus de qualification au critère obligatoire O.4. Veuillez vous reporter au critère O.4 des pièces jointes B et C.
3. Non.

Q 159

En ce qui concerne les produits TEMPEST, quelle sera la conséquence sur le volet 4 de la fusion de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection aux Services professionnels en informatique centrés sur les tâches?

R159

Les services professionnels requis pour le volet 4 de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection sont maintenant abordés dans la catégorie C.17 – Spécialiste de la sécurité des émissions du volet 6 des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches.

Q 160

Nous sommes actuellement un titulaire des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches et ne modifierons pas l'offre technique qui a été présentée pour la demande de soumissions précédente des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches.

La valeur cumulative totale facturée (O.4) dans le cadre des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement doit avoir été facturée durant les trois (3) années qui précèdent immédiatement la date de présentation de la soumission. Certains de nos projets consignés dans les dossiers ont été achevés le 30 juin 2009 et le 30 décembre 2008, soit juste après le délai prescrit de trois (3) ans. L'attestation des droits acquis permettra-t-elle toujours à notre entreprise de se qualifier?

R 160

En soumettant l'attestation des droits acquis, vous confirmez que vous satisfaites toujours à tous les critères obligatoires pour lesquels vous vous êtes qualifiés auparavant. Si c'est le cas, alors la réponse est oui.

Remarque : Les dates de début et de fin des projets sont sans importance. Les dates de début et de fin pour satisfaire au critère O.4 se rapportent aux factures.

Q 161

Nous nous préparons à soumissionner en tant que coentreprise; avons-nous raison d'affirmer que chaque membre de la coentreprise doit s'inscrire individuellement au processus du Système des services professionnels centralisés et que le document principal soumis, en version numérique et papier, doit montrer que la soumission est présentée par une coentreprise?

R 161

Non. Le soumissionnaire (la coentreprise) doit s'inscrire dans le Système des services professionnels centralisés à l'aide d'un numéro d'entreprise - approvisionnement unique. Les copies électronique et papier de la soumission doivent être présentées par le soumissionnaire (coentreprise).

Q 162

Afin de préciser davantage la réponse fournie à la question 73.2, veuillez confirmer que, comme notre organisation est titulaire d'un arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection avec une autre organisation avec qui elle forme une coentreprise (les deux organisations sont des personnes morales distinctes), les deux organisations membres de la coentreprise se verront toujours accorder cinq catégories validées et trois catégories non validées pour leur propre réponse à la demande d'offres à commandes et à la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (pas présentée à titre de coentreprise).

R 162

Non. Le processus de migration s'applique uniquement à la coentreprise titulaire de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection et non à chaque membre de la coentreprise.

Q 163

Nous aimerions poser les questions suivantes sur la demande de propositions EN578-055605/E des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada :

- 1. En ce qui concerne le tableau Valeur cumulative totale facturée, que signifie le passage suivant : « Le soumissionnaire garantit que le montant total versé à la filiale ne dépasse pas 50 % du VCTF. Inscrire « Confirmé »? Qu'entend-on par « filiale »?**
- 2. Nous soumissionnons pour le palier 2 et avons démontré qu'un peu plus de 12 M\$ ont été facturés au cours des trois dernières années. Le montant total facturé qui est indiqué sur la ligne en question s'élève à 8,65 M\$, ce qui dépasse de plus de 50 % les 12 M\$ de la Valeur cumulative totale facturée. Ne devons-nous pas indiquer « Confirmé » et, le cas échéant, quel effet cela aura-t-il sur notre réponse en ce qui concerne le tableau Valeur cumulative totale facturée?**

R 163

- 1. Une entreprise qui possède une autre entreprise est considérée comme la « société mère ». Une entreprise qui appartient à une autre entreprise est considérée comme la « filiale » de la société mère.**
- 2. Si les factures totalisant 8,65 M\$ ont été émises (i) par une filiale et (ii) ne représentent pas plus de 50 % de la valeur cumulative totale facturée, le projet ne peut pas être utilisé. Veuillez vous reporter aux questions et aux réponses 137 a), b) et c) de la demande de modification de la demande de soumissions n° 10. Si les factures totalisant 8,65 M\$ ont été émises par le soumissionnaire, le critère selon lequel le total doit être inférieur à 50 % est alors respecté.**

Q 164

En plus des questions que nous avons envoyées le 21 février, nous avons une autre question concernant la demande de soumissions citée en référence:

- 1. Selon la section O.5, il faut justifier l'effort de travail dans chaque catégorie au moyen d'une référence de client. La demande de propositions (Partie 5, section O.5 de la pièce jointe C) présente un exemple de courriel qu'un client donné en référence recevra pour justifier les catégories indiquées. Or, certains de nos clients ont exprimé des réserves au sujet des courriels inconnus qui, selon eux, pourraient être dirigés vers leur dossier de courriels, ce qui les empêcherait de répondre dans les délais prescrits. Afin de faciliter la communication avec nos clients donnés en référence, pourriez-vous nous fournir les renseignements détaillés suivants:**
 - a) le nom de l'expéditeur de ce courriel ou son adresse de courriel;**
 - b) le contenu de la ligne d'objet du courriel.**

Tout renseignement que vous pouvez nous fournir nous sera utile, car nous pourrions le transmettre à notre client donné en référence.

R 164

a) Les courriels envoyés aux clients donnés en référence seront adressés par la division des méthodes d'approvisionnement en informatique (MDAI) de TPSGC et l'adresse de courriel se terminera par «@tpsgc-pwgsc.gc.ca».

b) Le contenu de la ligne d'objet est le suivant:

«Soumission n°... – nom du soumissionnaire: Demande de vérification de référence/Reference Verification Request»

Q 165

Addendum no6, Question36: La question est de savoir s'il est acceptable pour une société d'utiliser des références dans le cadre de projets attribués au niveau international à sa société mère ou à d'autres filiales ou sociétés sœurs européennes. Dans la réponse, le «oui» a été remplacé par un «non». Pourriez-vous nous donner des précisions en répondant aux questions suivantes?

1. Compte tenu de cette position, comment le gouvernement du Canada entend-il tirer partie des meilleures pratiques, des solutions, de l'expertise, des capacités et des experts-conseils internationaux?

2. (i) Les sociétés qui ne sont que des succursales au Canada sont-elles autorisées à fournir des références internationales?

(ii) Si elles le sont, veuillez justifier votre réponse, car cela signifie essentiellement que les organisations qui choisissent d'investir au Canada à titre de filiales à part entière (comme celles que nous avons) sont désavantagées.

R 165

1. Les soumissionnaires peuvent utiliser des références à l'étranger dans la mesure où les travaux cités en référence ont été fournis par le soumissionnaire ou sa filiale.

2. (i) Oui, dans la mesure où les travaux cités en référence ont été fournis par le soumissionnaire ou sa filiale.

(ii) Les mêmes règles s'appliquent à tous les soumissionnaires.

Q 166

Après avoir évalué notre soumission relative aux Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT), nous constatons que nous n'avons pas profité des occasions non validées nous permettant de sélectionner d'autres catégories professionnelles d'un volet. Pourrions-nous exercer cette option dans notre soumission actuelle de 2013 relative

aux SPICT en nous fondant sur l'acceptation de notre précédente soumission dans le cadre de la dernière mise à jour? Nous sélectionnerions le nombre admissible de qualifications non validées en nous fondant sur nos qualifications déjà validées.

R 166

Non. Veuillez vous reporter à la section O.5, article 7 (iii).

Q 167

Veuillez vous reporter à la pièce jointe C et aux sections suivantes de la demande de soumissions susmentionnée:

1. La section O.4, Valeur cumulative totale facturée, énonce ce qui suit: «Dans les trois années précédant immédiatement la date de présentation de la soumission, le soumissionnaire doit avoir fourni des services professionnels en informatique à des clients externes et le total de ses factures doit être supérieur aux valeurs minimales suivantes: a) Afin de se qualifier pour le palier 1 de l'AA: le soumissionnaire doit avoir soumis des factures pour des services professionnels en informatique d'une valeur cumulative totale facturée (VCTF) d'au moins 1,5M\$; b) Afin de se qualifier pour le palier 2 de l'AA: Le soumissionnaire doit avoir soumis des factures pour des services professionnels en informatique d'une valeur cumulative totale facturée (VCTF) d'au moins 12M\$».

2. La section O.5, Identification des catégories énonce ce qui suit: «Pour chaque catégorie pour laquelle un arrangement est offert, un soumissionnaire doit avoir fourni des services professionnels en informatique qui correspondent étroitement à la description des services de cette catégorie qui figure à l'Annexe A de l'élément II. Les services professionnels en informatique doivent avoir été antérieurement fournis tel que demandé à un client externe dans les trois dernières années [précédant] immédiatement la date d'échéance de la présentation de la soumission».

Notre question est la suivante:

Pour prouver notre qualification selon la section O.4 (Valeur cumulative totale facturée), nous devons présenter une liste de projets de services professionnels en informatique; puis, selon la section O.5, nous devons présenter des références de clients externes pouvant valider que les services professionnels en informatique ont été fournis, comme il a été demandé. Veuillez confirmer si les projets énumérés conformément à la section O.4 et les références énumérées conformément à la section O.5 devraient provenir du même client. Par exemple, si nous avons indiqué dans la section O4 un projet réalisé pour le client A, nous devons donc indiquer dans la section O5 les coordonnées de la même personne travaillant avec le client A, ou bien les coordonnées pourraient provenir d'un autre client.

R 167

Les projets présentés pour se qualifier relativement à la section O.4 et les références présentées pour se qualifier relativement à la section O.5 ne doivent pas provenir du même client.

Q 168

Nous avons présenté notre attestation et avons rempli la partie du formulaire à remplir en ligne, il y a plus d'une semaine. Devons-nous présenter la toute dernière feuille de modifications même si nous avons déjà présenté notre soumission et que nous ne sommes touchés par aucune de ces modifications?

R 168

Non. Toutefois, il est important d'examiner toutes les modifications avant la clôture des soumissions.

Q 169**O.4 Valeur cumulative totale facturée – Tableau**

En ce qui concerne la réponse relative aux offres à commandes et aux arrangements en matière d'approvisionnement, la clause 1 de cette section énonce qu'il faut au moins fournir les détails de facturation suivants: titre du marché ou du projet, numéro du marché ou du projet, etc. Or, à l'alinéa 1(a), il est indiqué que l'information «peut être fournie dans un document de traitement de texte ou un tableau, tel que suggéré ci-dessous».

- (i) Est-il obligatoire d'utiliser ce tableau?
- (ii) Pouvons-nous fournir les détails de facturation selon les versions antérieures de la mise à jour des SPIC, comme le montre le tableau ci-dessous?

CLASS #2 Technology Services Application Services	Current TBIPS Holder for the following Categories	New Categories Proposed for this REFRESH	Unsubstantiated Reference Priority Ranking	Client (Government Department or Company Name)	Contact Name	Position	Telephone	E-mail	Contract/ Project/ Reference Nbr	Category Provided By Subsidiary	Provide Name of Subsidiary or JV Member	Name of Resource (optional)
Previously Provided Categories (Minimum Number Required 6)	[Yes/No]	[No / Substantiated/ Unsubstantiated]	[1-9]									
A.1 Application/Software Architect	No	Substantiated										
A.2 ERP Functional Analyst	No	Substantiated										
A.3 ERP Programmer Analyst												

R 169

- (i) L'utilisation du tableau indiqué à la section O.4 1(a) des pièces jointes B et C n'est pas obligatoire. Ce tableau a été donné à titre indicatif pour aider les soumissionnaires dans la préparation de leurs soumissions. Les soumissionnaires doivent veiller à ce que l'information exigée soit présentée sous forme d'imprimé avant la date de clôture des soumissions.

(ii) Non. L'information indiquée dans le tableau auquel vous faites référence dans votre question concernait la section «O.5 Identification des catégories» tirée de la précédente demande de soumissions relative aux SPICT (cette précédente version n'est plus en usage). Cette information ne peut être utilisée que pour répondre aux exigences de la section «O.4 Valeur cumulative totale facturée».

Q 170

Après avoir examiné les exigences obligatoires et la foire aux questions subséquente, nous vous saurions gré de nous donner des précisions sur un autre point.

À la modification n°005, la réponse R32, 2a) (iii) laisse entendre que, dans le cadre de l'évaluation, on peut communiquer avec les clients pour vérifier l'information relative aux références fournies concernant la valeur cumulative totale facturée. Or, à la section O.4 de la pièce jointe B, rien n'indique qu'on est tenu de donner les coordonnées des clients (voir ci-après). Pourriez-vous nous confirmer que nous ne sommes pas tenus de donner les coordonnées des clients en répondant à la section O.4?

R 170

Nous le confirmons. Si le Canada a besoin de précisions, il demandera cette information pendant le processus d'évaluation.

Q 171

Nous aimerions avoir des précisions quant à la façon de fournir des renseignements sur les projets cités en référence concernant la valeur cumulative totale facturée (O.4) et la justification des catégories (O.5). À la modification n°006, la réponse 71 confirme que, dans les cas où le client final est le gouvernement et qu'un tiers intervient (plus ou moins un agent donnant accès à un instrument d'achat), le client donné en référence peut être le client final, soit le gouvernement.

Dans ce cas, le numéro de contrat à fournir serait attribué par l'organisme tiers et ne ferait référence qu'à celui-ci, non pas au client gouvernemental qui est en mesure, par ailleurs, de justifier la référence. Par conséquent, dans ce cas en particulier, est-il opportun d'inscrire tout simplement «s/o» dans la colonne de numéro de contrat?

R 171

Oui, vous pouvez le faire. Cependant, vous courez le risque que le client donné en référence ne sache pas à quel projet ou à quels travaux vous faites référence. Veuillez vous reporter à la modification n°5 de la demande de soumissions, réponse 39, 3 (iii).

Q 172

1. Nous sommes un des fournisseurs dans le cadre de l'offre à commandes. Dans le volet4, nous avons 6catégories. Pouvons-nous en demander 3autres en tant qu'attribution non validée, puis fournir des prix pour ces catégories?

2. Nous n'avons pas présenté de soumission pour le niveau subalterne, seulement pour les niveaux2 et3, et notre soumission a été retenue pour ces niveaux. Pouvons-nous fournir des prix pour le niveau subalterne concernant les catégories pour lesquelles nous nous étions déjà qualifiés?

R 172

1. Non. Pour se qualifier pour trois catégories non validées dans un volet, six références positives doivent être reçues pour un même volet à la suite de la présente demande de soumissions. Veuillez vous reporter à l'article 7(iii) du critère O.5 et à la clarification n°9 de la modification n°3.

2. Oui.

Q 173

Nous avons quelques questions étant donné que les catégoriesI.12, I.13, I.14 etI.15 du volet3 des SPICT (services de gestion de l'information et de technologie de l'information) ont été supprimées et qu'elles sont maintenant comprises dans les catégories C.5 et C.16 du volet 6 (services de cyberprotection).

a) Les titulaires actuels d'une offre à commandes et d'un arrangement en matière d'approvisionnement des SPICT qui ne sont pas titulaires d'un arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection se verront-ils attribuer les catégoriesC.5 etC.16 du volet6 (services de cyberprotection) sans avoir à fournir une justification dans la section Information sur les volets pour les critères obligatoires?

b) En présumant que la réponse à la question a) est «oui» et qu'on procède au processus d'évaluation relatif à la mise jour des SPICT (c.-à-d. deuxcatégories justifiées de façon satisfaisante pour unecatégorie non justifiée), ces soumissionnaires titulaires pourront-ils choisir n'importe quelle catégorie du volet6 (services de cyberprotection)?

c) En présumant que la réponse à la questionB est «oui», TPSGC préfère-t-il, pour les critères obligatoires, que les soumissionnaires indiquent dans Information sur les volets les catégories choisies qui sont «actuellement validées»?

R 173

a) Si le titulaire des SPICT qualifiés auparavant pour la catégorie I.12 ou I.15 en tant que catégorie validée, il sera alors qualifié pour la catégorie C.5. Par ailleurs, si un titulaire des SPICT qualifié auparavant pour la catégorie I.13 en tant que catégorie validée, il sera alors qualifié pour la catégorie C.16. La catégorie I.14 a été supprimée et aucune validation antérieure n'est reportée.

b) Non. En vue de se qualifier au volet Services de cyberprotection, les titulaires de SPICT qui ne sont pas des titulaires actuels d'un arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection doivent fournir des références pour les nouvelles catégories afin de respecter le nombre minimal de catégories validées. Veuillez vous reporter à l'éclaircissement n°3 de la modification de la demande de soumissions n°3 et à la réponse 110 de la modification de la demande de soumissions n°8.

c) s.o. Pour soumissionner pour ce volet, sélectionnez-le en tant que volet «offert actuellement». Indiquer les catégories migrées (C.5 et C.16 s'il y a lieu) en tant que catégories «actuellement validées». Indiquer les catégories pour lesquelles une référence est fournie en tant que catégories «récemment validées». Si vous soumissionnez pour des catégories non validées comme il est décrit à l'article 7, O.5, de la pièce jointe B ou C, vous devez alors indiquer qu'il s'agit d'une catégorie «récemment non validée».

Q 174**1.**

(i) **Les références requises pour la section O.5 peuvent-elles provenir de n'importe quelle organisation?**

ii) **Doivent-elles provenir d'un ministère du gouvernement fédéral du Canada?**

2.

a) **En ce qui concerne la section O.4, les projets cités en référence peuvent-ils avoir été réalisés pour n'importe quelle organisation?**

b) **Doivent-ils avoir été réalisés uniquement pour un ministère du gouvernement fédéral du Canada?**

R 174

1.i) Oui

(ii) Non

2.a) Oui

b) Non

Q 175

1. Nous souhaitons obtenir des précisions sur la nature des renseignements demandés dans le tableau de la section O.4 [1.a)]. Plus précisément, nous aimerions confirmer ce qui serait considéré comme une réponse adéquate dans la colonne «Description des services fournis» du tableau. Nous avons remarqué qu'à la question 79.1 de la modification n°007, une réponse très détaillée fournie par un fournisseur était jugée conforme. Cependant, selon ce que nous comprenons, pour démontrer la valeur cumulative totale facturée, TPSGC ne souhaite en fait qu'obtenir la confirmation que les services cités en référence s'harmonisent à plus d'une des catégories décrites dans la présente demande de soumissions– et qu'il est inutile de fournir un énoncé des travaux et des descriptions de projets détaillés. Par conséquent, par souci de concision, et afin de fournir des renseignements dans un format court et facile à réviser, nous aimerions savoir si les réponses suivantes seraient jugées conformes dans la colonne «Description des services fournis»:

a) [Nom de l'entreprise] a fourni des services directement liés aux fonctions d'un conseiller en gestion du changement (catégorie P.1).

b) [Nom de l'entreprise] a fourni des services directement liés aux fonctions d'un testeur et d'un coordonnateur des essais (catégorie A.10).

R 175

a) Non. Veuillez vous reporter à la réponse 136, 1 de la modification de la demande de soumissions n°10.

b) Non. Veuillez vous reporter à la réponse a) ci-dessus.

Q 176

Nous sommes un titulaire actuel d'une offre à commandes et d'un arrangement en matière d'approvisionnement et souhaiterions peut-être faire un ajout à nos catégories actuelles (sans pour autant modifier le palier). Par conséquent, à titre de référence, nous allons suivre la colonne D du tableau de présentation des soumissions à la page 15 de 108. Nous comprenons le glossaire des termes qui figure à la section 1.4, mais nous ne sommes pas certains de comprendre l'utilisation de «et» et de «ou» dans le tableau. Par conséquent, nous souhaitons obtenir les précisions suivantes:

1. Dans la ligne O.1, est-ce que «Attest. des droits acquis ou CCD» signifie:

- a. qu'il suffit de ne fournir que l'attestation des droits acquis pour être jugé conforme?**
- b. qu'il suffit de ne remplir que le formulaire de collecte de composante de données pour être conforme?**
- c. que nous devons présenter les deux documents pour être conformes?**

2. Dans la ligne O.3, est-ce que «Attest. des droits acquis et SUPP (en cas de soumission pour un palier supplémentaire)» signifie:

a. que si nous ne soumissionnons pas pour un palier supplémentaire, il suffit de ne présenter que l'attestation des droits acquis pour être conforme?

3. Dans la ligne O.4, est-ce que «CCD et SUPP (en cas de soumission pour un palier supplémentaire)» signifie:

a. que si nous ne soumissionnons pas pour un palier supplémentaire, il suffit de ne remplir que le formulaire de collecte de composante de données pour être conforme?

4. Pour toutes les attestations pour lesquelles l'option offerte est «Attest. des droits acquis ou CCD», est-ce que cela signifie:

a. qu'il suffit de ne fournir que l'attestation des droits acquis pour être jugé conforme?

b. qu'il suffit de ne remplir que le formulaire de collecte de composante de données pour être conforme?

c. que nous devons présenter les deux documents pour être conformes?

R 176

1a. Oui

1b. Si vous remplissez le formulaire de collecte de composante de données, on vous demandera (dans le formulaire) de soumettre l'attestation O.1 avec la copie papier de votre soumission (comme dans le cas d'un nouveau soumissionnaire). En tant que titulaire actuel des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches, vous êtes déjà qualifié à ce critère obligatoire. L'attestation des droits acquis permettra de satisfaire au critère O.1, à moins que les renseignements consignés dans les dossiers du Ministère à l'égard de ce critère obligatoire aient changé.

1c. Oui

2a. Oui

3a. Si vous ne soumissionnez pas pour des paliers supplémentaires, l'attestation des droits acquis permettra alors de satisfaire au critère O.4. Veuillez vous reporter à la modification n°13 de la présente modification de la demande de soumissions.

4a. Oui. Veuillez vous reporter à la clarification n°10 de la modification de la demande de soumissions n°7.

4b. Oui

4c. Oui

Q 177

a. Le volet 6 (Service de cyberprotection) créé récemment compte trois catégories comprises auparavant dans le volet 3 (I.12, I.13, I.15), lesquelles ont été transférées de ce

volet. Un document, envoyé en janvier aux fournisseurs actuels et anciens des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches par la Division des méthodes d'approvisionnement en informatique, semble indiquer que si une de ces catégories transférées avait été validée auparavant dans le cadre d'une mise à jour plus récente et qu'elle avait été jugée conforme sur le plan technique, alors nous nous verrions automatiquement offrir ces catégories dans le nouveau volet6, sans avoir à fournir une justification (référence) pour ces catégories ou toute autre catégorie du volet. Est-ce exact?

b. Si tel est le cas, ne devrait-il pas y avoir l'option «actuellement validée» dans le menu déroulant du volet 6?

c. De plus, si deux catégories du volet6 ont été attribuées automatiquement, du fait qu'elles provenaient du volet3, et qu'elles ont été consignées dans le document envoyé comme «conformes sur le plan technique», est-ce que cela signifie qu'une catégorie supplémentaire nous sera accordée automatiquement en vertu de la règle concernant le ratio de 50% de catégories validées.

R 177

- a. Reportez-vous aux réponses 173 de la présente modification de la demande de soumissions
- b. Cette option de sélection est disponible lorsque l'option «actuellement offert» est sélectionnée pour le volet.
- c. Non. Veuillez vous reporter à l'éclaircissement n°9 de la modification de la demande de soumissions n°3.

Q 178

Dans les offres à commandes et les arrangements en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches précédents, la clause «Protection des prix– meilleur client» n'était pas incluse dans les modalités. Pour quelle raison la clause «Meilleur client» a-t-elle été incluse dans cette version de la mise à jour de la demande de soumissions des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches? Travaux publics et Services gouvernementaux Canada envisagera-t-il de supprimer cette clause des modalités comme dans les versions précédentes de la mise à jour?

R 178

Veuillez vous référer à la modification #14 de cette modification à la demande de soumissions.